Rapport statistique

Québec

103-01617

LES INDUSTRIES CULTURELLES : RÉGION DE MONTRÉAL

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES

FÉVRIER 1995

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 1995
ISBN 2-550-23978-4

LES INDUSTRIES CULTURELLES : RÉGION DE MONTRÉAL

RÉDACTION :

Gaétan Hardy

Ginette Massé

Jean Ouellet

avec la collaboration de :

Sylvie Jobin

Direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques
Ministère de la Culture et des Communications

Février 1995

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION 1

1. SECTEUR DU LIVRE 3

1.1 L'édition 5

1.2 La distribution 7

1.3 La commercialisation 9

2. SECTEUR DU SPECTACLE 12

Les diffuseurs de spectacles pluridisciplinaires 13

3. SECTEUR DU CINÉMA 15

Les salles de cinéma 16

4. SECTEUR DU DISQUE 18

4.1 La production des contenus 19

4.2 La distribution 21

4.3 La commercialisation 22

5. SECTEUR DES MÉTIERS D'ART 24

La création-production en métiers d'art 25

CONCLUSION 28

ANNEXE 1 : Liste des documents produits par la DRES sur les industries culturelles 29

PRÉSENTATION

Les industries culturelles représentent une réalité multiforme s'inscrivant dans un des modes particuliers d'expression de la culture et offrant des produits, des biens ou des services monnayables. Ces industries occupent une place importante sur les plans culturel, artistique et économique. Elles contribuent à maintenir un dynamisme culturel essentiel à toute communauté et assurent la production, la reproduction, la distribution et la diffusion des créations et des oeuvres québécoises. Les revenus générés, les dépenses engendrées ainsi que les activités qui en découlent sont une source d'activités économiques appréciable pour l'économie québécoise et les régions qui les accueillent.

La Politique culturelle du Québec, rendue public en juin 1992, reconnaît comme industries culturelles les entreprises spécialisées dans les secteurs du livre, du disque, du spectacle, de l'audiovisuel et des métiers d'art[1]. Ces entreprises sont aujourd'hui responsables de larges segments de l'activité culturelle moderne et constituent un secteur stratégique dans le développement économique du Québec à moyen et long terme. Les industries culturelles représentent un ensemble d'industries d'un même secteur d'activité qui interagissent, se regroupent et se concurrencent entre elles afin d'accroître leur compétitivité et accélérer leur expansion.

Nous proposons dans ce document un portrait économique des industries culturelles qui oeuvrent dans la région administrative de Montréal (06). Nous avons retenu cinq secteurs, soit ceux du livre, du disque, du spectacle, de l'audiovisuel et des métiers d'art[2]. Les informations véhiculées portent sur le nombre d'entreprises, les chiffres d'affaires, le nombre d'emplois de même que sur certains aspects ayant trait à la production de ces entreprises. Pour chacun des secteurs étudiés, les définitions utiles et les regroupements effectués seront présentés pour permettre une bonne interprétation des éléments d'information. Également, certaines observations découlant de la lecture des tableaux seront proposées. Elles visent à signaler des éléments pertinents permettant de démarrer la réflexion, mais elle n'épuisent certes pas les possibilités d'analyse que recèlent les informations. Les données présentées décrivent la situation qui prévaut dans la région de Montréal et donnent, à titre comparatif, des informations pour l'ensemble du Québec.

---

1. Gouvernement du Québec. *La Politique culturelle du Québec : notre culture, notre avenir*, juin 1992, p. 85-87.

2. Le secteur du disque n'est pas couvert ici, l'absence de producteurs dans la région ainsi que de données au niveau de la commercialisation explique cette situation.

Le document vise à fournir un ensemble d'information aux divers intervenants sociaux et culturels concernés par les activités dans le secteur des industries culturelles de la région pour permettre de mieux percevoir l'importance du secteur et les conditions économiques dans lesquelles il se développe. L'état actuel des informations statistiques sur les divers aspects limite toutefois la portée de notre présentation. Les différentes parties feront d'ailleurs état de la situation qui prévaut dans chacun des secteurs retenus.

Nous estimons que la région de Montréal regroupe **800 entreprises** qui produisent et diffusent des produits et services culturels. Les revenus de ces entreprises sont estimés à **plus de 600 millions de dollars** et elles ont procuré de l'emploi à **environ 7 000 personnes** au cours de la dernière année.

1. SECTEUR DU LIVRE

Les différentes étapes de la vie d'un livre – du créateur au lecteur – correspondent à des activités distinctes qui donnent lieu à la production de biens et services. La chaîne du livre s'étend en effet de la création à la diffusion du produit. L'étape de création qui correspond au travail des auteurs et des traducteurs enclenche le processus de production. La seconde étape, celle de l'édition et de la publication, correspond à l'activité essentielle de l'éditeur qui prend le risque de publier un manuscrit proposé ou écrit à sa demande. L'étape suivante comprend le travail de promotion nécessaire pour faire connaître le livre ainsi que le travail de distribution pour l'acheminer physiquement jusqu'au point de vente (ou au consommateur en cas de vente directe). La contribution des différents Salons du livre au Québec est particulièrement importante à cette étape. En fin de chaîne, le livre parvient au public de trois manières : par l'intermédiaire des divers points de vente, en particulier les librairies, par l'entremise des bibliothèques ou par la poste et l'entremise des clubs de livres.

L'industrie du livre dans la région de Montréal compte plus de 300 entreprises qui concourent à la production et à la diffusion des produits littéraires sur l'ensemble du territoire. À cela, il faut ajouter un certain nombre d'organismes publics, de centres de recherche et des organismes communautaires qui publient, éditent et mettent régulièrement en vente des ouvrages, une multitude de points de vente, les clubs de livres, les bibliothèques publiques, scolaires et d'entreprises qui favorisent une large accessibilité au livre.

Les revenus tirés de la vente de livres par les entreprises commerciales de la région sont estimés à près de 200 millions de dollars pour 1990-1991. Cette industrie procure directement de l'emploi à près de 4 000 personnes annuellement, sur une base régulière ou occasionnelle.

Trois composantes de l'industrie du livre sont particulièrement importantes pour la région de Montréal : l'édition, la distribution et la commercialisation des produits littéraires.

Nous proposons ici, des informations sur ces trois segments de l'industrie en considérant les entreprises qui oeuvrent dans le secteur sur une base commerciale et dont les activités dans ce secteur constituent un apport important en termes de revenus et de chiffre d'affaires.

Les données utiles proviennent principalement des enquêtes effectuées auprès des entreprises de ces deux secteurs par la Direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la Culture et des Communications au mois de septembre 1992 ainsi que des rapports statistiques présen-

tant les résultats de l'enquête auprès des éditeurs de livres[3], de celui de l'enquête auprès des distributeurs de livres[4] et de celui de l'enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres[5]. Les aspects d'ordre méthodologique liés aux enquêtes sont présentés et décrits dans les rapports statistiques; on voudra bien s'y référer pour obtenir plus d'information.

1.1 L'ÉDITION

L'édition consiste à accepter, susciter et mettre au point des manuscrits, à les faire imprimer, à négocier des droits, à définir des politiques de promotion à l'égard de la presse et des médias, à développer des collections qui feront la renommée et l'image de marque de la maison d'édition. C'est l'éditeur qui prend le risque de publier un manuscrit et qui décide de ce qui sera publié et diffusé.

Pour soutenir le secteur de l'édition et favoriser le développement de maisons québécoises et professionnelles, les gouvernements du Québec et du Canada ont développé des programmes particuliers d'aide financière. Ces programmes visent également à promouvoir la littérature québécoise, à encourager la production et la diffusion d'oeuvres québécoises par des maisons du Québec. À ces mesures financières s'ajoute, au Québec, une mesure législative : la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre[6]. Cette loi reconnaît les maisons d'édition agréées et stipule que l'aide financière accordée par le gouvernement, un de ses ministères, organismes ou mandataires ne peut être octroyée qu'à des maisons titulaires d'un agrément délivré en vertu de la loi. Un certificat d'agrément est émis aux maisons d'édition dont le ou les propriétaires sont citoyens canadiens et domiciliés au Québec, ou dont toutes les

---

3. HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des éditeurs de livres,* Direction de la recherche et de la statistique, novembre 1992, 58 pages.

4. HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des distributeurs*, données non publiées, ministère de la Culture, janvier 1993, 38 pages.

5. HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres,* Direction de la recherche et de la statistique, décembre 1992, 54 pages.

6. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, L.Q. 1979, c. 68 (L.R.Q., chapitre 8.1 à jour au 6 juillet 1988).

actions du capital-actions sont la propriété d'une ou plusieurs personnes de citoyenneté canadienne et domiciliées au Québec ainsi que les administrateurs et dirigeants. De plus, le gouvernement du Québec a suspendu la taxe de vente québécoise (TVQ) sur le livre, reconnaissant ainsi l'importance du livre dans la vie culturelle d'une population.

Nous estimons que la région de Montréal abrite 100 entreprises dont les ventes de livres sont supérieures à 15 000 $ et qui ont publié au moins un titre au cours de l'année 1990-1991; soulignons que 57 de ces entreprises détiennent un certificat d'agrément en vertu de la loi.

Les entreprises sont âgées en moyenne de 17,6 années et elles ont réalisé des chiffres d'affaires évalués à près de 217 millions de dollars, dont près de 190 millions proviennent de la vente de livres (88 % de l'ensemble des revenus). Ces entreprises commerciales ont employé 1 887 personnes, 58 % d'entre elles occupent des postes à temps plein au sein de ces entreprises.

Le revenu moyen provenant de vente de livres par entreprise est estimé à 2,2 millions de dollars et chaque entreprise compte en moyenne près de 19 personnes. À titre comparatif, le revenu moyen de l'ensemble des entreprises du secteur de l'édition au Québec s'élève à 1,4 million par entreprise et chacune d'elles emploie 14 personnes.

Le nombre de titres publiés par les entreprises de la région de Montréal au cours de l'année 1990-1991 est estimé à 3 732 titres, dont 1 676 sont des nouveautés (45 % des titres). Chaque entreprise de la région a ainsi produit en moyenne 37 titres, comparativement à 28 pour l'ensemble des maisons d'édition du Québec.

Le tableau suivant résume ces quelques observations en présentant pour la région et l'ensemble du Québec les données pertinentes en regard des revenus, de l'emploi et de la production.

TABLEAU 1
L'ÉDITION DU LIVRE

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	100	196	51,0 %
Chiffre d'affaires	217 759 800 $	306 260 200 $	71,1 %
. ventes de livres	188 190 170 $	270 264 400 $	69,6 %
Emplois	1 887	2 745	68,7 %
. temps plein	1 097	1 627	67,4 %
. temps partiel	135	216	62,5 %
. pige, contractuel	655	902	72,6 %
Âge moyen	17,6	16,9	
Production			
. nombre de titres au catalogue	17 880	27 224	65,7 %
. nombre de titres édités : 90-91	3 732	5 488	68,0 %
- nombre de nouveautés	1 676	2 660	63,0 %
- nombre de réimpressions	1 965	2 668	73,7 %
- nombre de rééditions	91	140	65,0 %

SOURCE : Enquête auprès des éditeurs de livres, Direction de la recherche et des statistiques, novembre 1992.

1.2 LA DISTRIBUTION

La distribution sert d'intermédiaire entre les éditeurs et les différents points de vente. Elle consiste à gérer les stocks, à répondre aux commandes des commerces de détail et à acheminer physiquement les produits dans les différents points de ventes au Québec et à l'étranger. Cette activité répond davantage aux impératifs de l'industrie ou d'un grand commerce. Elle exige, entre autres, de disposer d'une chaîne d'expédition, d'un système de facturation et d'expédition adéquat.

La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre reconnaît comme distributeur agréé, *"toute personne, y compris un éditeur, un commissionnaire ou un autre intermédiaire, dont l'activité principale ou accessoire au Québec, à titre exclusif ou à quelqu'autre titre, est le commerce, la diffusion ou le transport de livres auprès d'une librairie ou d'un point de vente"*[7]. Ces entreprises doivent appartenir à des intérêts québécois et se conformer, aux fins du calcul de leur prix de vente, aux remises et labelles déterminées par règlement du gouvernement.

Certaines maisons d'édition intègrent cette fonction de distribution au sein de leur entreprise, mais il est plus courant qu'elle soit réalisée par une autre entreprise qui se spécialise dans ce genre d'activité. Nous estimons que la région de Montréal abrite 18 distributeurs qui diffusent et distribuent des livres pour un ou plusieurs éditeurs québécois ou étrangers[8]. Ces distributeurs ont réalisé un chiffre d'affaires estimé à 66 millions de dollars en 1990-1991. Leurs ventes de livres représentent 96 % de tous les revenus et totalisent plus de 63 millions de dollars.

Ces entreprises emploient 535 personnes; 79 % d'entre elles occupent un emploi à temps complet au sein de ces entreprises. 14 % des emplois sont des postes de représentants chargés de visiter les différents points de vente au Québec. Plus de 800 éditeurs québécois et étrangers (828) sont distribués par ces entreprises. 41 % de ceux-ci sont des maisons d'édition québécoises.

Le tableau suivant résume ces quelques observations en présentant pour la région et l'ensemble du Québec les données pertinentes en regard des revenus, de l'emploi et de la production.

---

7. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, op. cit.

8. HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des distributeurs*, données non publiées, ministère de la Culture, janvier 1993, 40 pages.

TABLEAU 2
LA DISTRIBUTION DU LIVRE

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	18	24	51,0 %
Chiffre d'affaires	66 375 000 $	78 300 750 $	84,7 %
. ventes de livres	63 888 750 $	74 278 900 $	86,0 %
Emplois	535	579	92,4 %
. temps plein	423	453	93,7 %
. temps partiel	40	44	90,0 %
. représentants	72	83	86,7 %
Âge moyen	25,6	22,6	
. nombre d'éditeurs distribués	828	1 028	80,5 %
- éditeurs québécois	341	366	93,0 %
- éditeurs étrangers	487	662	73,4 %

SOURCE : Enquête auprès des distributeurs de livres, Direction de la recherche et des statistiques, janvier 1993.

1.3 LA COMMERCIALISATION

Les livres sont vendus dans divers endroits : les librairies générales et spécialisées, les librairies-papeteries, les grands magasins, les tabagies, les kiosques à journaux, dans les supermarchés, les pharmacies, auprès des commerces spécialisés dans la vente de livres d'occasion, etc. et également par l'entremise des clubs de livres. Tous ces endroits permettent à la population et aux personnes qui lisent de se procurer les livres qu'elles désirent, soit pour le plaisir de lire et pour se détendre, pour s'informer sur un sujet particulier, pour les besoins du travail ou des études ou pour offrir en cadeau.

Malgré cette multitude de points de vente, les librairies demeurent l'endroit privilégié pour acquérir des livres pour la majorité des Québécoises et des Québécois. Parmi les personnes qui déclarent avoir acheté des livres en 1989[9], soit plus de 58 % de la population québécoise âgée de 15 ans et plus, 64 % d'entre elles mentionnent la librairie comme le premier lieu d'approvisionnement, 6 % préfèrent les kiosques à journaux et les tabagies, 4 % indiquent les grands magasins comme choix et préférence, tandis que 18 % privilégient les clubs de livres comme première source pour les acquérir. Au cours de l'année, ces personnes déclarent avoir acquis 13 livres en moyenne.

Il n'existe cependant pas au Québec de définition précise d'une librairie ni de nomenclature sur les différents canaux de vente, comme du reste dans plusieurs pays, en termes de nombre de titres à l'étalage, de l'espace ou du pourcentage des ventes attribuable aux livres dans l'ensemble des revenus. La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre stipule que dans le cas d'une librairie générale et agréée, le titulaire de l'agrément doit présenter un stock de 6 000 titres, dont 1 000 publiés au Québec.

En l'absence d'une définition précise de la librairie et des autres points de vente, nous avons retenu les détaillants de livres d'une certaine importance, c'est-à-dire qui présentent et offrent à leur clientèle 1 000 titres et plus à l'étalage ou en montre. Déjà, un tel nombre de titres suppose une certaine organisation physique des lieux dépassant les simples présentoirs et stands, une signalisation adéquate et minimale de même qu'un système de repérage des titres et volumes en vente. Cette définition des établissements retenus laisse cependant de côté les commerces qui offrent moins de 1 000 titres à l'étalage de même que les grands magasins qui offrent souvent un nombre appréciable de titres; elle constitue une limite pour qui veut avoir une idée de l'ampleur du marché et du commerce de détail du livre au Québec. Des difficultés d'ordre méthodologique pour recenser et rejoindre ces détaillants ne nous ont pas permis de les traiter de façon représentative dans le cadre de l'enquête que nous avons conduite.

Nous estimons que la région de Montréal compte 208 entreprises commerciales qui vendent des livres et qui offrent un nombre relativement important de titres à leur clientèle (1 000 titres et plus). Parmi celles-ci, 60 sont des établissements agréés en vertu de la loi.

---

9. Selon les données de l'enquête sur les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir de 1989 du ministère des Affaires culturelles.

Les entreprises ont réalisé des ventes estimées à 243 millions de dollars en 1990-1991; plus de 72 % de celles-ci proviennent de la vente de livres (176,6 $ millions). Elles ont employé 1 514 personnes; 68 % (1 022) sont des emplois à temps plein et 32 % des emplois à temps partiel dans les différents commerces.

Le nombre moyen de titres à l'étalage dans les différents établissements atteint environ 9 745 titres, tandis que le nombre moyen d'exemplaires en inventaire s'élève à 20 380 volumes. Le ratio du nombre d'exemplaires en inventaire par rapport au nombre de titres à l'étalage s'établit à 2,1 pour l'ensemble des entreprises de la région.

Le tableau 3 résume ces quelques observations en présentant pour la région et l'ensemble du Québec les données pertinentes en regard des ventes, de l'emploi et du nombre de titres à l'étalage et de volumes en inventaire.

TABLEAU 3
LE COMMERCE DU LIVRE DANS LES LIBRAIRIES ET AUTRES POINTS DE VENTE DE LIVRES*

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	208	547	38,0 %
Chiffre d'affaires	242 781 600 $	590 511 400 $	41,1 %
. ventes de livres	176 621 200 $	384 448 900 $	45,9 %
Emplois	1 514	3 273	46,3 %
. temps plein	1 022	2 163	47,3 %
. temps partiel	492	1 110	44,3 %
Âge moyen	19,5	19,4	
Nombre moyen de titres :			
. à l'étalage	9 745	8 127	
. en inventaire	20 380	16 720	

* Les commerces offrant 1 000 titres et plus à l'étalage

SOURCE : Enquête auprès des librairies et autres points de ventes de livres, Direction de la recherche et des statistiques, décembre 1992.

2. SECTEUR DU SPECTACLE

LES DIFFUSEURS DE SPECTACLES PLURIDISCIPLINAIRES

Les diffuseurs de spectacles sont des intermédiaires importants qui permettent de rendre les spectacles accessibles sur l'ensemble du territoire québécois. Ils sont responsables d'une programmation s'adressant à l'ensemble de la population.

Les informations relatives à la diffusion de spectacles pluridisciplinaires dans la région de Montréal proviennent d'une enquête réalisée auprès des diffuseurs de spectacles au Québec par le ministère de la Culture au printemps de 1993[10]. L'enquête a porté sur les diffuseurs pluridisciplinaires qui ont présenté des spectacles de variétés dans leur programmation annuelle.

Dans la région de Montréal, quelques institutions, telles le Théâtre Saint-Denis qui existe depuis 1932 et la Place des arts qui date de 1963, contribuent à élever l'âge moyen des organismes de diffusion de spectacles qui est de 24 ans comparativement à 18 ans pour ces organismes dans l'ensemble du Québec. Dans la région de Montréal, les 27 entreprises identifiées dans le cadre de l'enquête précédemment mentionnée ont généré des revenus de spectacles professionnels estimés à un peu plus de 37 millions de dollars en 1991-1992. Ces entreprises ont créé 1 447 emplois dont la majorité ont été des emplois à temps complet. De plus, elles ont offert 4 830 spectacles professionnels dont 1 623 spectacles de variétés.

Les entreprises de la région représentent plus de 20 % des entreprises au Québec, participent à plus de 55 % des recettes de spectacles professionnels générées par les diffuseurs pluridisciplinaires ainsi qu'à 65 % des recettes provenant des variétés et totalisent 37 % des emplois créés. Le tableau 4 résume ces quelques observations en présentant, pour la région et l'ensemble du Québec, les données pertinentes en regard des revenus, de l'emploi et des spectacles offerts.

---

10. OUELLET, Jean. *Résultats de l'enquête auprès des diffuseurs de spectacles*, Direction de la recherche et de la statistique, ministère de la Culture et des Communications, février 1994, 41 pages.

TABLEAU 4
LES DIFFUSEURS DE SPECTACLES PLURIDISCIPLINAIRES

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	27	146	18,5 %
Chiffre d'affaires	72 700 000 $	129 212 630 $	56,3 %
. revenus de spectacles	37 101 000 $	64 655 707 $	57,4 %
. revenus des variétés	21 317 392 $	32 536 021 $	65,5 %
Emplois	1 442	3 910	37,0 %
. temps plein	342	731	47,0 %
. temps partiel	340	1 337	25,0 %
. pige, contractuel	760	1 842	41,0 %
Âge moyen	24	18	
Spectacles offerts	4 830	8 620	56,0 %
. nombre total de spectacles	1 623	3 447	47,0 %
. nombre de spectacles de variétés			

SOURCE : Enquête auprès des diffuseurs de spectacles, Direction de la recherche et de la statistique, février 1994.

3. SECTEUR DU CINÉMA

Le secteur de l'audiovisuel est composé d'un tissu complexe d'entreprises actives dans différents domaines. De la conception à la diffusion, plusieurs intervenants unissent leurs efforts afin de satisfaire les besoins multiples du public. L'industrie québécoise est l'affaire d'une centaine de joueurs importants qui participent à la production d'une vingtaine de longs métrages et d'une centaine d'émissions et de documentaires chaque année.

Nous retenons l'exploitation en salles comme composante importante pour le secteur du cinéma[11]. Les cinémas sont les lieux privilégiés où un film est projeté en public. Les principales statistiques pour l'ensemble du Québec montrent que le nombre d'établissements n'a pas cessé de chuter depuis 1978. Par ailleurs, de 1978 à 1986, le nombre d'écrans a moins diminué que le nombre d'établissements étant donné la tendance des exploitants durant cette période à opérer des établissements multisalles.

LES SALLES DE CINÉMA

La région de Montréal possédait, en 1993, 115 écrans répartis dans 32 salles de cinéma et un nombre de 36 152 fauteuils. L'exploitation des salles, dont le taux d'occupation a été de 15,7 %, a amené des recettes de plus de 40 millions de dollars. L'assistance a été de 7 644 300 personnes et le nombre de projections de 155 183.

Les données disponibles sont celles du Bureau de la statistique du Québec qui effectue une enquête mensuelle sur les établissements cinématographiques en collaboration avec la Régie du cinéma. Les données recueillies sont présentées annuellement pour l'ensemble de la province. Elles sont aussi ventilées selon les 16 régions administratives.

Les établissements visés par l'enquête sont les salles commerciales et les ciné-parcs (excluant le réseau des salles parallèles). Sur la base des régions administratives, les données ne concernent que les salles de cinéma étant donné le caractère confidentiel des résultats à préserver.

---

11. L'absence de données désagrégées sur une base régionale en provenance de Statistique Canada ne permet pas de tracer un portrait exact de l'industrie culturelle de la région de Montréal au niveau de la production : le nombre d'entreprises, les chiffres d'affaires et le nombre d'emplois.

Le tableau 5 montre aussi l'importance relative de la région de Montréal dans le secteur de l'exploitation du cinéma en salles. En effet, la région se situe à plus de 30 % de l'ensemble du Québec pour la majorité des paramètres décrivant l'infrastructure et les résultats d'exploitation.

TABLEAU 5
LES SALLES DE CINÉMA

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre de salles	32	110	29,0 %
Nombre d'écrans	115	323	35,6 %
Nombre de fauteuils	36 152	88 896	40,7 %
Recettes	42 051 800 $	83 199 000 $	50,6 %
Assistance	7 644 300	16 103 200	47,4 %
Prix moyen d'entrée	5,50 $	5,16 $	
Taux d'occupation*	15,7 %	16,3 %	
Nombre de projections	155 183	357 978	43,3 %
. films en français	57 466	230 452	24,9 %
. films dans une autre langue	97 717	127 526	76,6 %

* Taux d'occupation : rapport entre l'assistance totale et le nombre de sièges disponibles multiplié par le nombre total de projections durant une période donnée

SOURCE : Les Publications du Québec. *Statistiques sur l'industrie du film, édition 1994.*

4. SECTEUR DU DISQUE

L'industrie du disque peut se fractionner en fonction du cheminement du phonogramme, de la création artistique à la vente du produit fini. Nous retenons trois composantes principales : la création et la production des contenus, la distribution ainsi que le commerce de détail.

La création regroupe les auteurs et les compositeurs. Dans la création et la production des contenus nous retrouvons les entreprises qui assurent la production des bandes-maîtresses. La distribution consiste à acheminer les produits finis du point de fabrication aux points de vente. Enfin, la dernière composante - le commerce de détail - offre le produit au public et regroupe les chaînes de disquaires, les disquaires indépendants, les magasins à grande surface et les clubs de disques.

Les données utiles sur l'industrie du disque proviennent principalement d'une étude réalisée par le Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS)[12]. Les aspects d'ordre méthodologique liés aux résultats présentés sont présentés et décrits dans le rapport; on voudra bien s'y référer pour obtenir plus d'information.

L'industrie du disque dans la région de Montréal compte près de 200 entreprises qui concourent à la production et à la diffusion des produits sur l'ensemble du territoire québécois.

Les revenus tirés de la vente de phonogrammes par les entreprises commerciales de la région sont estimés à plus de 70 millions de dollars pour 1991-1992. Cette industrie procure directement de l'emploi à près de 1 200 personnes annuellement, sur une base régulière ou occasionnelle.

4.1 LA PRODUCTION DES CONTENUS

La production des contenus regroupe les maisons de disques et les producteurs indépendants. Les premières possèdent leur propre étiquette de disque (label) et assument la responsabilité technique et financière de la production, de la fabrication, de la distribution et de la promotion des disques. Quant aux producteurs indépendants, ils ne possèdent pas leur propre étiquette de disque, mais ils assument la responsabilité technique et financière de la production des

---

12. TREMBLAY, Gaëtan, LACROIX, Jean-Guy, MÉNARD, Marc et SAINT-LAURENT, Michel. *Portrait de l'industrie du disque au Québec*, étude réalisée pour le compte du ministère de la Culture, GRICIS (UQAM), décembre 1993, 115 pages.

bandes-maîtresses, puis négocient des ententes de location ou de vente avec une maison de disque.

Nous estimons que la région de Montréal abrite 110 entreprises de production, dont 58 sont des maisons de disques et 52 des producteurs indépendants. La majorité des entreprises du Québec sont localisées dans la région de Montréal. En effet, près de 70 % des entreprises qui opèrent au Québec sont établies dans cette région.

Les entreprises de production enregistrent des revenus totalisant plus de 24 millions de dollars dans le secteur du disque. Elles ont employé plus de 500 personnes, 64 % d'entre elles occupent un emploi à temps partiel.

Le tableau suivant résume ces quelques observations en présentant pour la région et l'ensemble du Québec les données pertinentes en regard des revenus et de l'emploi.

TABLEAU 6
LA PRODUCTION DE DISQUES[13]
MAISONS DE DISQUES ET PRODUCTEURS INDÉPENDANTS
(PRODUCTEURS QUÉBÉCOIS)

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	110	160	68,8 %
. maisons de disques	58	80	72,5 %
. producteurs indépendants	52	80	65,0 %
Chiffre d'affaires dans le disque	24 116 000 $	28 100 000 $	85,8 %
. maisons de disques	22 388 000 $	26 200 000 $	85,5 %
. producteurs indépendants	1 728 000 $	1 900 000 $	90,9 %
Emplois totaux*	518	615	84,2 %
. maisons de disques	315	381	79,0 %
. producteurs indépendants	217	234	92,7 %
Temps plein	186	235	79,1 %
. maisons de disques	148	194	76,3 %
. producteurs indépendants	38	41	92,7 %
Temps partiel	332	380	86,8 %
. maisons de disques	153	187	81,8 %
. producteurs indépendants	179	193	92,7 %

* Les emplois correspondent à l'ensemble des activités des entreprises et non seulement à la production de disque.

4.2 LA DISTRIBUTION

La distribution est une activité logistique qui consiste à acheminer les produits finis du point de fabrication aux points de vente : détaillants, grossistes, etc. Le distributeur doit assurer la gestion physique du flux de marchandises, soit le stockage pour le compte du producteur, la réception et le traitement des commandes provenant des détaillants ainsi que la livraison. Au distributeur comme tel, il faut ajouter l'intermédiaire qu'est le grossiste. Ce sous-distributeur offre une gamme étendue d'enregistrements en tout genre et dessert les détaillants, magasins à grande surface ainsi que les sociétés exploitant des boîtes à musique.

---

13. Les valeurs pour la région de Montréal ont été établies de façon proportionnelle à partir des informations connues.

La région de Montréal compte 29 entreprises qui oeuvrent dans la distribution de disques, soit 80 % de l'ensemble des entreprises qui opèrent au Québec. Les revenus des entreprises totalisent près de 57 millions de dollars; ces entreprises emploient 133 personnes annuellement. Le tableau suivant présente les informations sur les entreprises de distribution de disques et complète ces quelques observations.

TABLEAU 7
LA DISTRIBUTION DE DISQUES[14]
(DISTRIBUTEURS ET SOUS-DISTRIBUTEURS QUÉBÉCOIS)

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises	29	38	80,6 %
. distributeurs	25	31	80,6 %
. sous-distributeurs	4	5	80,0 %
Chiffre d'affaires dans le disque	56 700 000 $	57 500 000 $	98,5 %
. distributeurs	36 800 000 $	37 500 000 $	98,1 %
. sous-distributeurs	19 900 000 $	20 000 000 $	99,5 %
Emplois totaux*	133	136	97,8 %
. distributeurs	87	89	97,8 %
. sous-distributeurs	46	47	97,9 %

* Ce sont des emplois temps plein, l'information pour les emplois temps partiel n'est pas disponible.

4.3 LA COMMERCIALISATION

Il existe un certain nombre de types de commerce de détail. Les disquaires, dont la principale activité consiste à vendre des disques, de même qu'un grand nombre de magasins, sans qu'il s'agisse de leur activité principale, comme les magasins à grande surface.

Les données disponibles ne concernent que les disquaires. Nous estimons que la région de Montréal compte 60 entreprises qui sont des disquaires. Ces entreprises ont réalisé des ventes totalisant plus de 68 millions de dollars et ont employé 622 personnes à temps plein. Le tableau

14. Les valeurs pour la région de Montréal ont été établies de façon proportionnelle à partir des informations connues.

suivant présente la situation qui prévaut dans le commerce de détail, pour la région de Montréal en comparaison avec l'ensemble du Québec.

TABLEAU 8
LE COMMERCE DE DÉTAIL[15]

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre d'entreprises (disquaires seulement)	60	180	30,3 %
Chiffre d'affaires dans le disque (ventes au détail)	68 600 000 $	245 700 000 $	27,9 %
Emplois totaux (emplois temps plein)	622	2 230	27,9 %

15. Le chiffre d'affaires et les emplois pour la région de Montréal furent établis de façon proportionnelle entre la population de la région de Montréal et l'ensemble du Québec ainsi que la consommation moyenne de disques par habitant de la région de Montréal par rapport à celle du Québec. Ces données sont probablement sous-estimées, si nous considérons que plusieurs habitants de la banlieue doivent faire ieurs achats de disques à Montréal.

5. SECTEUR DES MÉTIERS D'ART

Lors des travaux d'opérationnalisation du concept de la grappe des industries culturelles, la création-production a été placée au coeur du système des métiers d'art. Elle est en relation avec d'autres fonctions, avec lesquelles elle entretient des liens plus ou moins forts, qu'il s'agisse de la formation-perfectionnement, de l'approvisionnement, de la distribution, de la vente, etc. Les données du présent document ne concernent que la création-production en métiers d'art.

LA CRÉATION-PRODUCTION EN MÉTIERS D'ART

L'application de la notion d'industries culturelles au secteur des métiers d'art date d'une vingtaine d'années. Cette association signifie que les métiers d'art sont perçus comme secteur économique, c'est-à-dire comme système fondé sur la dynamique du processus de production-distribution-consommation. Les métiers d'art font partie de la grappe des industries culturelles, le concept de grappes industrielles ayant été retenu par le gouvernement comme stratégie de développement économique du Québec.

Les métiers d'art sont définis, selon les termes de la loi 78, comme «*la production d'oeuvres originales, uniques ou en multiples exemplaires, destinées à une fonction utilitaire, décorative ou d'expression et exprimées par l'exercice d'un métier relié à la transformation du bois, du cuir, des textiles, des métaux, des silicates ou de toute autre matière*»[16]. Une particularité des métiers d'art réside peut-être précisément dans cette alliance entre le métier, au sens d'un travail mécanique, et la création, c'est-à-dire la capacité de produire des oeuvres «originales».

Une autre particularité des métiers d'art est qu'on y parle davantage d'oeuvres que de produits, même si on le classe dans les *industries* culturelles. Cela tiendrait peut-être à ce que ses processus de production impliquent l'«affectivité» des producteurs, c'est-à-dire que l'imagination, le goût, la mémoire, le savoir-faire y sont mis à profit, alors que le produit est issu d'un processus formalisé, sans affectivité[17].

---

16. *Loi sur le statut professionnel des artistes en arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leur contrat avec les diffuseurs*, adoptée le 22 décembre 1988.

17. Voir à ce sujet Yves Deforge. *L'oeuvre et le produit*, Éditions Champs Vallon, Collection Milieu, Seyssel (France), 1990, 141 pages.

Les métiers d'art ont dû s'adapter aux changements majeurs survenus au cours des ans, tant au plan idéologique que social. La modification terminologique entre «artisanat» et «métiers d'art» traduit sans doute cette métamorphose.

À partir des données d'une enquête menée par le ministère en 1992, on **estime** à 216 le nombre d'artisanes et artisans entrepreneurs dans le domaine de la création-production en métiers d'art[18] qui oeuvrent dans la région de Montréal (06), soit 34 % de l'ensemble. Contrairement à d'autres secteurs des industries culturelles dont les activités sont concentrées à Montréal, les métiers d'art y sont donc moins présents.

On évalue à 478 le nombre d'emplois dans le secteur, dont 46 % sont à temps complet. Le chiffre d'affaires du secteur est estimé à près de 12 millions de dollars dans la région de Montréal. Le chiffre d'affaires moyen est de 55 100 $, ce qui est inférieur à la moyenne de l'ensemble du Québec (63 200 $). On doit toutefois noter que près de sept artisans et artisanes entrepreneurs sur dix ont un chiffre d'affaires inférieur à 50 000 $ (69,2 %).

La vente des oeuvres en métiers d'art dans la région de Montréal est évaluée à 8 millions de dollars. Le chiffre de vente moyen se situe à 37 100 $, ce qui est largement inférieur à la moyenne de l'ensemble du Québec (52 700 $). Les artisanes et artisans entrepreneurs de la région de Montréal ont en moyenne douze ans de pratique dans leur métier.

---

18. Il s'agit de personnes «dont l'activité principale consiste à concevoir et produire un objet utilitaire ou décoratif ainsi qu'à voir à sa diffusion et à sa mise en vente au Québec», selon la définition proposée lors de l'enquête. Pour les fins de nos travaux, axés sur la notion de «grappe industrielle», *les personnes ayant déclaré produire seulement des pièces uniques ont été exclues de nos données.*

TABLEAU 9
LA CRÉATION-PRODUCTION EN MÉTIERS D'ART

VARIABLES/ TERRITOIRE	RÉGION DE MONTRÉAL	ENSEMBLE DU QUÉBEC	RÉGION/ ENSEMBLE
Nombre estimé d'artisanes et d'artisans entrepreneurs	216	630	34,2 %
Chiffre d'affaires estimé	11 898 700 $	39 795 000 $	29,9 %
. vente de produits (estimé)	8 008 100 $	33 228 460 $	24,1 %
. chiffre d'affaires moyen	55 100 $	63 200 $	
. chiffre de vente moyen	37 100 $	52 700 $	
Nombre estimé d'emplois	478	1 726	27,7 %
. temps plein	221	930	23,8 %
. temps partiel	110	376	29,3 %
. pige, contractuel	147	420	35,0 %
Nombre moyen d'années de pratique (estimé)	12,1	14,2	
Répartition par famille de métiers (en %)*			
. bois	7,7	16,0	
. céramique	10,8	14,7	
. textiles	20,0	13,4	
. métaux	23,1	22,7	
. verre	13,9	9,7	
. autres**	13,8	12,2	
. multidisciplinaire	10,8	11,3	

* Le croisement des familles de métiers avec la variable région doit être lu avec prudence, puisque le nombre de répondants est peu élevé.

** La catégorie «autres» comprend les familles suivantes : cuirs et peaux, papier, estampe, reliure.

SOURCE: Enquête auprès des artisanes et artisans entrepreneurs en métiers d'art, Direction de la recherche et de la statistique, ministère de la Culture, 1992.

CONCLUSION

Les industries culturelles constituent un apport important sur les plans économique et culturel pour le Québec. Les revenus générés, les dépenses engendrées, ainsi que les activités qui en découlent, sont une source d'activité économique appréciable pour l'économie québécoise et la région de Montréal.

Sur le plan culturel, leurs activités permettent à plusieurs créateurs de présenter leurs oeuvres, favorisant ainsi l'expression de la création et la diffusion des oeuvres québécoises. De plus, elles fournissent à la population la possibilité de se familiariser avec les diverses formes d'expression artistique.

Nous avons voulu, dans ce document, présenter un profil statistique des industries culturelles de la région de Montréal. L'élaboration et la diffusion de données sur une base récurrente portant sur les activités de ces industries sont envisagées et, à cette fin, la contribution des milieux culturels sera requise. Une telle action permettra de suivre l'évolution des secteurs, de fournir aux entreprises et organismes certaines indications pour évaluer la situation et les perspectives de développement.

ANNEXE 1

LISTE DES DOCUMENTS PRODUITS PAR LA DRES SUR LES INDUSTRIES CULTURELLES

SECTEUR DU LIVRE

HARDY, Gaétan et VACHON, Hélène. *L'industrie du livre : I- Les maisons d'édition agréées,* ministère de la Culture, avril 1992, 54 pages.

HARDY, Gaétan et SYLVESTRE, Jean-Paul. *L'industrie du livre : II- Les librairies agréées,* ministère de la Culture, avril 1992, 50 pages.

HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des éditeurs de livres,* Direction de la recherche et de la statistique, novembre 1992, 58 pages.

BROCHU, Yvon et HARDY, Gaétan. *L'industrie du livre : III- Les Salons du livre,* ministère de la Culture, décembre 1992, 40 pages.

HARDY, Gaétan. *Résultats de l'enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres,* Direction de la recherche et de la statistique, décembre 1992, 54 pages.

HARDY, Gaétan et BROCHU, Yvon. *Résultats de l'enquête auprès des boutiques spécialisées et autres points de vente d'affiches et de reproductions d'oeuvres d'art,* ministère de la Culture, octobre 1993, 44 pages.

HARDY, Gaétan. *L'industrie du livre au Québec,* STAT-EXPRESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques, 1994, 6 pages.

HARDY, Gaétan et SYLVESTRE, Jean-Paul. *Les librairies agréées 1983 à 1992,* ministère de la Culture et des Communications, novembre 1994, 82 pages.

SECTEUR DU SPECTACLE

HARDY, Gaétan. *Les activités théâtrales en saison estivale,* Direction de la recherche et de la statistique, octobre 1993, 64 pages.

OUELLET, Jean. *Résultats de l'enquête auprès des diffuseurs de spectacles,* Direction de la recherche et de la statistique, février 1994, 41 pages.

SECTEUR DU CINÉMA

OUELLET, Jean. *L'industrie du film au Québec : ses composantes, son financement,* Direction de la recherche et de la statistique, janvier 1993, 42 pages.

JUTRAS, Dominique. *L'industrie du film au Québec,* STAT-EXPRESS, Institut québécois du cinéma, ministère de la Culture et des Communications, 1994, 6 pages.

SECTEUR DU DISQUE

TREMBLAY, Gaëtan, LACROIX, Jean-Guy, MÉNARD, Marc et SAINT-LAURENT, Michel. *Le portrait de l'industrie du disque au Québec*, étude réalisée pour le compte du ministère de la Culture, décembre 1993, 115 pages.

TREMBLAY, Gaëtan, LACROIX, Jean-Guy, MÉNARD, Marc et SAINT-LAURENT, Michel. *L'industrie du disque au Québec*, Chiffres à l'appui, Direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques, décembre 1993-janvier 1994, 19 pages (vol. VIII, no 2).

MÉNARD, Marc. *L'industrie du disque au Québec*, STAT-EXPRESS, Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS), ministère de la Culture et des Communications, 1994, 6 pages.

SECTEUR DES MÉTIERS D'ART

MASSÉ, Ginette. *L'industrie des métiers d'art : résultats de l'enquête auprès des artisanes et artisans entrepreneurs*, Direction de la recherche et de la statistique, décembre 1992, 44 pages.

MASSÉ, Ginette. *Métiers d'art (secteur de la création-production)*, STAT-EXPRESS, Direction de la recherche et de la statistique, 1993, 6 pages.

MASSÉ, Ginette. *Résultats de l'enquête sur le financement des entreprises des métiers d'art*, 1994, Direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques, janvier 1995, 25 pages.

INDUSTRIES CULTURELLES

HARDY, Gaétan, MASSÉ, Ginette et OUELLET, Jean. *Les industries culturelles : région de Québec*, Direction de la recherche et de la statistique, décembre 1993, 38 pages.